

**INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE  
ÉCONOMIQUE DU BÉNIN  
(INSAE)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2017*

# RACHID AHMED MOUSTAPHA

Expert-comptable diplômé  
Commissaire aux comptes  
Cabinet situé à côté de l'hôtel « Petit Babo »  
Cotonou - Bénin  
Téléphones : (229) 97 17 79 66  
(229) 94 37 83 94  
[moustadmed@gmail.com](mailto:moustadmed@gmail.com) / [moustadmed@yahoo.fr](mailto:moustadmed@yahoo.fr)

A

Monsieur le  
Président du Conseil d'Administration,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décret 2016-209 du 04 avril 2016 pris en conseil des ministres, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- L'audit des états financiers de synthèse de l'INSAE tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Les autres obligations légales et réglementaires.

## I. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

### Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de l'INSAE, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois, ainsi que l'Etat annexé.

A notre avis, à l'exception des limitations du point décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve(s) » de notre rapport, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'INSAE à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière (AUDCIF).

### Fondement de l'opinion avec réserves

#### ▪ Fiabilité du dispositif de contrôle interne

L'appréciation des rapports du commissaire aux comptes relatifs aux exercices précédents (2011 à 2015) fait ressortir des recommandations liées aux faiblesses identifiées sur le dispositif de contrôle interne mis en place. Nos diligences effectuées au titre de l'exercice 2017 ont permis de constater un début de mise en œuvre desdites recommandations dont le taux est 17,07%.

Nous reconduisons les recommandations non encore mises en œuvre et exhortons la Direction Générale à poursuivre l'amélioration de l'environnement de contrôle au sein de l'Institut.



## ▪ Gestion des immobilisations

Les immobilisations de l'INSAE ont été comptabilisées pour un montant brut de FCFA 1 007 252 434. Elles représentent 41,82% du total bilan. Nous notons un effort considérable pour reconcilier l'inventaire physique avec les livres comptables. Toutefois, il subsiste encore des cas d'omissions et des mises au rebut (surtout les immobilisations réformées) dont la traçabilité n'est pas mise à jour dans la comptabilité. Il existe par conséquent un risque de surévaluation ou de sous-évaluation de la valeur des immobilisations inscrites au bilan dont nous ne pouvons apprécier l'impact financier.

## ▪ Les créances et dettes vis-à-vis des tiers

Nous avons demandé la confirmation des certains soldes relatifs aux tiers sur la base d'un échantillonnage aléatoire. Concernant les dettes d'exploitation, sur un montant total de FCFA 91 670 107, notre sondage a porté sur FCFA 49 884 657, soit 54,42%. De même pour les créances d'exploitation d'un montant de FCFA 43 548 330 dont l'échantillonnage a porté sur FCFA 19 874 230, soit 45,64%.

A la date du présent rapport, quasiment aucune confirmation ne nous est parvenue à l'exception des prestataires EURONEX, Talents Plus Conseils et EXPERIENCE 2000. Nous ne sommes donc pas en mesure d'attester la matérialité de ces dettes et de l'exigibilité créances.

## ▪ Le paiement de frais de subsistance

Prévu dans la convention collective en son art. 86, il est retenu et laissé à la discrétion du Directeur Général la fixation des frais de subsistance par bénéficiaire. Au terme de nos travaux, les frais de subsistance payés et retracés en comptabilité s'élèvent à FCFA 28 983 500. Nous n'avons pas eu l'exhaustivité des décisions /notes de service précisant les conditions d'octroi relatives à ces frais ainsi que la matérialité de l'implication effective des personnes payées.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'INSAE conformément au Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables et comptables agréés du Bénin et celles qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.



## **Responsabilités du Conseil d'Administration (CA) relatives aux états financiers annuels**

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ou tout autre référentiel applicable, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'INSAE à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre l'Institut en cessation d'activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à l'INSAE.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'Institut.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.



## II. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux autres obligations légales et statutaires.

En application de l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous signalons les irrégularités et inexactitudes que nous avons relevé au cours de nos travaux.

- L'Institut a procédé au paiement des différentes indemnités en espèces. Il s'agit notamment du paiement des frais de subsistance, d'indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour un montant de FCFA 96 662 600. Cette pratique est en violation de la note circulaire N°0462/MEFGM/DGTCP/SP du 18 février 2017 « *interdisant le paiement à vue en espèces des primes et indemnités aux agents de l'Etat* ».
- Deux (02) contrats de prestations de services n'ont pas fait l'objet de formalités d'enregistrement à la Direction Générale des Impôts (DGI). Il s'agit des contrats N°001 et 002/MPD/INSAE/DED-DAF /SP relatifs au renforcement du système national statistique pour les montants respectifs de FCFA 8 640 000 et FCFA 6 480 000.
- Les primes de rendement de FCFA 142 120 918 sont imposées isolément au lieu d'être intégrées dans la base de détermination du salaire brut d'où une minoration des charges sociales et fiscales y relatives. Idem pour les primes de déplacement et de responsabilité d'un montant total de FCFA 50 767 500 comptabilisées dans les charges du personnel et non intégrées dans la base de détermination des impôts sur salaire.

Fait à Cotonou, le 23 avril 2018

  
**Rachid Ahmed MOUSTAPHA**  
Commissaire aux Comptes  
Expert-comptable diplômé